

## READINESS 2030 : UN AN APRÈS SON LANCEMENT, LE PLAN EUROPÉEN DE RÉARMEMENT EST SUR DE BONS RAILS

Après l'annonce, faite le 4 mars 2025, d'un plan commun pour investir EUR 800 mds dans la défense au sein de l'Union européenne d'ici à 2030, les États membres se sont mis en ordre de marche. Un an plus tard, le premier bilan est plutôt positif. Les promesses se matérialisent et les pays européens ont, selon nos estimations, dépensé près de EUR 400 mds en 2025, soit un peu plus que ce qui avait été anticipé. L'Allemagne, les pays d'Europe du Nord et ceux qui dépensaient le moins (dont l'Espagne) ont consenti à une montée en charge importante. Ils rejoignent ainsi les pays d'Europe centrale et orientale qui avaient déjà entrepris cet effort (en particulier la Pologne et les pays baltes). L'investissement représente une part croissante des dépenses et la R&D progresse vite. Des effets d'entraînement apparaissent dans l'industrie européenne, contribuant au rebond de sa production. Les États membres et l'Union européenne se sont dotés d'instruments, quasiment inexistant auparavant, pour faciliter la montée en charge additionnelle des investissements en 2026. Les dépenses militaires atteindraient alors 2,5% du PIB européen (+0,6 pp de plus en deux ans) et dépasseraient le seuil de 2% du PIB dans plus des trois quarts des États membres.

### DÉPENSES MILITAIRES DANS L'UE : PRÈS DE EUR 400 MDS EN 2025

D'après nos estimations, les dépenses militaires auraient augmenté dans l'Union européenne un peu plus vite qu'estimé initialement par l'Agence européenne de la défense (EDA). Elles auraient atteint près de EUR 400 mds en 2025 (contre 392 mds selon l'EDA), soit près de +17% par rapport à 2024. Les pays européens y auraient ainsi consacré un quart de point de PIB de plus (2,15% en 2025, contre 1,9% en 2024), conformément à notre [estimation de juin 2025](#).

L'effort de l'Allemagne a été important (+20% vs. 2024). Le pays poursuit une dynamique entamée il y a plusieurs années qui l'a amené à détenir le 2<sup>e</sup> budget militaire de l'Otan depuis 2023 (il était le 4<sup>e</sup> jusqu'en 2021). Mais l'effort est loin de se limiter à l'Allemagne. Selon les données du rapport « *The Military Balance 2026* » de l'IISS, d'autres pays auraient augmenté plus significativement encore leurs dépenses de défense, notamment le Danemark (+114%), la Belgique (+59%), l'Espagne (+43%) ou encore la Suède (+31%). La hausse des dépenses de ces 4 pays dépasse en valeur absolue celle que l'Allemagne a consenti.

Du fait des hausses de budget, 18 pays de l'UE sur 27 auraient déjà atteint le seuil des 2% du PIB de dépenses militaires par an. L'Italie et l'Espagne seraient restées un peu en deçà, mais elles devraient l'atteindre en 2026.

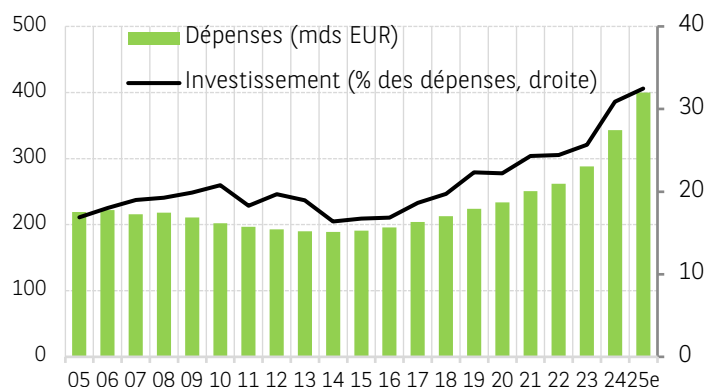
Il reste toutefois du chemin à parcourir pour que plus de pays atteignent la cible de 3,5% du PIB d'ici la fin de la décennie (seuls la Pologne et les États baltes y parviennent). 2026 devrait enregistrer une nouvelle accélération de l'effort militaire : les dépenses augmenteraient de près de EUR 80 mds pour atteindre 2,5% du PIB européen.

### LE POIDS DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT S'ACCROÎT

Selon l'estimation de l'EDA, l'investissement aurait atteint près de EUR 130 mds en 2025 (contre 106 mds en 2024) et sa part dans les dépenses totales aurait continué d'augmenter : 32,5% en 2025 contre 31% en 2024. Les armées européennes voient ainsi leur intensité capitalistique s'accroître : la dépense d'investissement aurait atteint près de 90 000 euros par soldat en 2025, soit près de deux fois plus qu'en 2020.

Sur le total des dépenses d'investissement, estimé à EUR 130 mds, l'équipement aurait dépassé pour la première fois les EUR 100 mds (103 mds) en 2025, mais sans toutefois augmenter plus vite que le total des dépenses (+17% a/a). Une hausse plus rapide sera nécessaire pour accroître le niveau d'équipement des armées européennes, mais elle restera limitée à court terme par le potentiel de production du secteur de l'armement.

### DÉFENSE : NETTE AUGMENTATION DES DÉPENSES MILITAIRES ET DE LA PART DE L'INVESTISSEMENT DANS L'UNION EUROPÉENNE



GRAPHIQUE

SOURCES : AGENCE EUROPÉENNE DE LA DÉFENSE, BNP PARIBAS

L'augmentation nette des autres dépenses d'investissement est une bonne nouvelle. Les dépenses en recherche et développement devraient avoir atteint près de EUR 17 mds en 2025 (+30% a/a, et +67% par rapport à 2022), contre EUR 6 mds en recherche et technologie (+20% a/a et +67% également en trois ans). Ce virage technologique pris par les dépenses d'investissement témoigne de la volonté de développer une offre européenne dans des secteurs de pointe, des drones aux systèmes satellitaires devant permettre aux armées européennes de se doter de leur propre système de communication.

Autre bonne nouvelle : les effets d'entraînement pour l'activité industrielle commencent à se matérialiser et les perspectives d'activité s'améliorent. Le PMI manufacturier de la zone euro s'est ainsi redressé en février à 50,8, un plus haut depuis juin 2022, soutenu par les nouvelles commandes notamment dans l'aéronautique et la défense.

L'amélioration se diffuse à un nombre croissant de secteurs. Ainsi, dans l'enquête de la Commission européenne auprès du secteur manufacturier le solde d'opinion sur la production future est passée de +5 en juillet 2025 à +17 en janvier 2026 dans le secteur regroupant l'informatique, l'électronique et l'optique au sein de l'UE.



Les effets induits devraient bénéficier également au secteur de la construction ou à ceux produisant les biens intermédiaires nécessaires (métallurgie, par exemple). L'amélioration nette des commandes à l'industrie en Allemagne en témoigne ([voir notre analyse](#)). Cette dynamique est perceptible également en France, avec un climat des affaires dans l'industrie à 103,2 en moyenne sur les trois derniers mois (plus haut depuis fin 2022).

L'impact sur la croissance devrait être visible en zone euro. Celle-ci devrait atteindre 1,6% en 2026 (en raison des effets directs et induits des dépenses additionnelles dans la défense), contre 1% en l'absence de montée en charge.

### L'UE S'ORGANISE POUR S'APPROVISIONNER DAVANTAGE EN SON SEIN

L'année 2025 a permis de poser de premiers jalons du plan de EUR 800 mds annoncé le 4 mars 2025. Néanmoins, la défense est une prérogative nationale. Sa montée en puissance reste donc largement un sujet de politique intérieure. En particulier, outre l'augmentation des budgets, nombre de pays ont lancé des initiatives pour financer les entreprises du secteur de la défense, comme le fonds défense de la Banque publique d'investissement en France (qui sera abondé, à terme, à hauteur de EUR 450 M).

Toutefois, l'UE s'est aussi dotée à son niveau d'instruments pour permettre une accélération de la dynamique et s'approvisionner davantage sur son territoire (près de la moitié du matériel militaire continue de provenir de l'extérieur de l'UE, essentiellement des États-Unis). Il en va ainsi du programme SAFE (*Security Action For Europe*) qui totalise EUR 150 mds de financements sous la forme de prêts à long terme. L'instrument ne pourra être mobilisé que si la part des intrants non-européens est inférieure à 35% de la valeur du projet. Les plans nationaux de huit pays ont été approuvés (dont ceux de l'Espagne, de la Belgique ou du Danemark) pour un total de EUR 38 mds, ouvrant la voie aux premiers décaissements.

L'UE s'est également dotée d'instruments permettant d'organiser la passation de marchés publics en commun (EDIRPA, ou *European Defence Industry Reinforcement through common Procurement Act*), ce qui a permis de financer EUR 11 mds d'achats communs en 2024 (les chiffres 2025 ne sont pas disponibles).

Ces initiatives publiques doivent également s'accompagner d'un financement plus important des entreprises de la défense (et notamment des nouveaux acteurs) par le marché. Le rapport « *The Military Balance* » (IISS) souligne que ces fonds (encore inexistant en 2024 et de type *venture capital* ou VC) sont parvenus à mobiliser, à partir d'un très faible niveau près de EUR 2,4 mds à l'échelle européenne en 2025.

\*\*\*

L'année 2025 a permis une première montée en charge de l'effort de dépenses militaires en Europe, qui devrait accélérer au vu des projets envisagés pour 2026. Les appels d'offres sont nombreux et devront, plus qu'hier, se faire auprès d'entreprises européennes, ce qui suppose de développer une offre européenne. Le potentiel de production pourrait être limité à court terme par le manque de main d'œuvre disponible. Le taux de chômage est faible dans de nombreux pays et un personnel qualifié, par définition rare, sera nécessaire pour mener à bien les projets. Toutefois, le volet industriel du réarmement européen pourrait être une chance face aux difficultés rencontrées récemment par l'industrie européenne, notamment l'automobile. Des capacités de production sont sous-utilisées. Les reconversions de sites industriels ont débuté et d'autres pourraient suivre. Les capacités de production disponibles pour être réallouées pourraient atteindre l'équivalent de EUR 180 mds au sein de l'UE selon nos estimations ([voir notre étude](#)).

Stéphane Colliac

